

Accès universel
à une offre alimentaire
de qualité au Québec

**ACTIONS, BESOINS
ET COLLABORATIONS
INTERSECTORIELLES**

SOMMAIRE

LE PORTRAIT EN CHIFFRES

801 actions recensées



306 organisations

7 secteurs d'activité



18 grandes catégories

35 exemples inspirants





PROBLÉMATIQUE

Plus de 420 000 Québécois vivent dans un désert alimentaire, soit un secteur défavorisé sur le plan socioéconomique et dépourvu de sources d'aliments de qualité à un coût abordable (Robitaille, 2013; Radio-Canada, 2019). Par ailleurs, 29 % de l'apport calorique des Québécois proviendrait d'aliments à faible valeur nutritive et seulement 24 % des Québécois atteindraient la recommandation pour les fruits et légumes (Brassard, 2017 et 2019). De nombreuses actions ont été mises en place au cours des dernières années pour améliorer l'accès et la qualité de l'offre alimentaire au Québec. Il est important de les connaître et d'identifier les besoins et les obstacles rencontrés afin d'appuyer et de valoriser les efforts des nombreux acteurs impliqués dans la résolution de cette problématique.

OBJECTIFS

- 1 Recenser des actions posées en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité par des acteurs provenant de différents secteurs d'activité, ainsi que les actions intersectorielles
- 2 Cerner la portée géographique des actions, les publics cibles, les obstacles rencontrés et dans certains cas, les partenaires et les retombées
- 3 Mieux connaître les besoins et les actions à mettre en place selon les acteurs
- 4 Identifier des pistes de maillage entre les secteurs d'activité
- 5 Faire certaines recommandations quant à la mise en place ou le renforcement d'actions prometteuses

DÉFINITIONS UTILISÉES

L'ACCÈS UNIVERSEL À UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ

Réfère à la possibilité géographique, physique et économique pour tous les Québécois d'aujourd'hui et des générations futures, d'accéder à des aliments sains, locaux et écoresponsables ainsi qu'à l'eau, dans le respect de leur dignité.

ACCÈS GÉOGRAPHIQUE

Réfère à la localisation des commerces et services alimentaires à proximité des milieux de vie. L'accessibilité est considérée comme faible si la distance est supérieure à un kilomètre parcouru en milieu urbain et 16 kilomètres parcourus en milieu rural.

ACCÈS PHYSIQUE

Réfère à la possibilité de se déplacer et d'utiliser les commerces et services alimentaires, quelle que soit sa condition physique.

ACCÈS ÉCONOMIQUE

Réfère au coût des aliments et au revenu disponible pour se procurer des aliments nutritifs sur une base régulière et au moment opportun.

OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITÉ¹

Réfère à la disponibilité, la variété, la fraîcheur et la valeur nutritive des aliments offerts dans un milieu donné. Une offre alimentaire de qualité donne la priorité aux aliments nutritifs sur le plan de la fréquence et de la quantité.

1. Pour une définition plus détaillée, consultez le www.offrealimentaire.ca/quest-ce-que-la-qualite

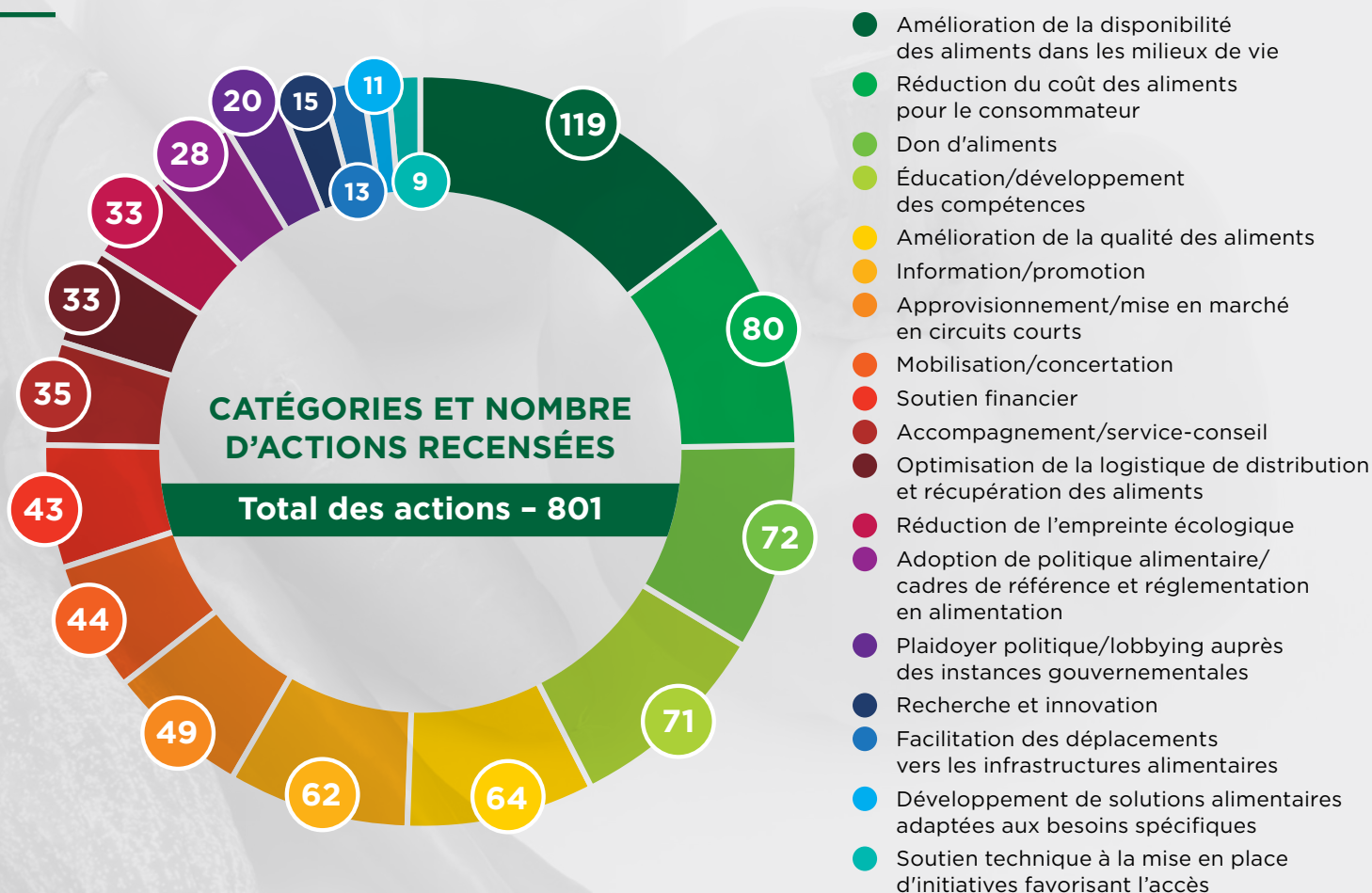


Le sondage a été complété par
138 répondants entre janvier et mars 2020
et a permis de recenser 423 actions

MÉTHO DOLOGIE

Afin de mieux connaître l'étendue des actions, des besoins et des obstacles en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité, un **sondage en ligne** a été diffusé auprès d'organisations œuvrant dans différents secteurs d'activité, soit les secteurs communautaire, municipal, de la santé et des services sociaux, de l'éducation, le secteur bioalimentaire, l'intersectoriel et l'environnement. Le sondage a été complété par 138 répondants entre janvier et mars 2020 et a permis de recenser 423 actions. Afin d'obtenir un portrait plus complet, une **collecte d'information complémentaire** a été réalisée à l'aide des sites web d'acteurs n'ayant pas répondu au sondage ou l'ayant complété partiellement. Un total de 378 actions supplémentaires ont ainsi été répertoriées, portées par 168 organisations couvrant l'ensemble des secteurs d'activité visés. Afin de catégoriser les actions recensées, une **typologie** a été créée itérativement à partir des résultats obtenus. Mis ensemble, les résultats du sondage et de la recherche complémentaire permettent de dresser un portrait assez large de la diversité des actions, obstacles et opportunités en lien avec l'accès à une offre alimentaire de qualité au Québec.

RÉSULTATS



La majorité des actions recensées proviennent des secteurs communautaire et bioalimentaire, mais tous les secteurs d'activité portent des actions en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité.

Les **actions** recensées sont très variées. La catégorie comprenant le plus grand nombre d'actions est l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie.

Les actions identifiées ont majoritairement une **portée** de niveau municipal.

Les principaux **publics cibles** des actions sont l'ensemble de la population et les ménages à faible revenu.

Bien que d'autres groupes de population plus spécifiques sont visés, peu d'actions présentaient des adaptations particulières pour les personnes vulnérables par rapport à l'alimentation.

Les **obstacles** les plus souvent mentionnés dans la mise en place des actions sont le manque de financement et les enjeux de ressources humaines. De nombreux autres défis sont aussi soulevés concernant la concertation, l'implication de la population, la volonté politique,

la connaissance des initiatives, le coût des aliments, les infrastructures, la concurrence, l'étendue du territoire et la rigidité des processus et des réglementations.

Les **besoins** énoncés par les acteurs pour mener à bien les actions sont principalement de nature financière, liés aux ressources humaines, au développement de partenariats et l'appui politique pour la mise en place d'actions structurantes.

Environ 78 % des répondants ont déclaré réaliser leur action principale avec des **partenaires**. Jusqu'à 19 partenaires ont été identifiés pour une même action.

Un peu plus de 50 % des répondants ont donné des informations concernant les **retombées** des actions. Ces dernières sont souvent exprimées en nombre de personnes desservies, le nombre de portions ou de repas livrés, en poids de légumes récupérés, en nombre d'hectares de terres cultivés, etc.

Pour illustrer la diversité des actions, des collaborations et des retombées, 35 **exemples** couvrant l'ensemble des secteurs d'activité et des catégories d'actions sont présentés dans le rapport.

CONSTATS

Les informations obtenues permettent d'avancer certains constats :

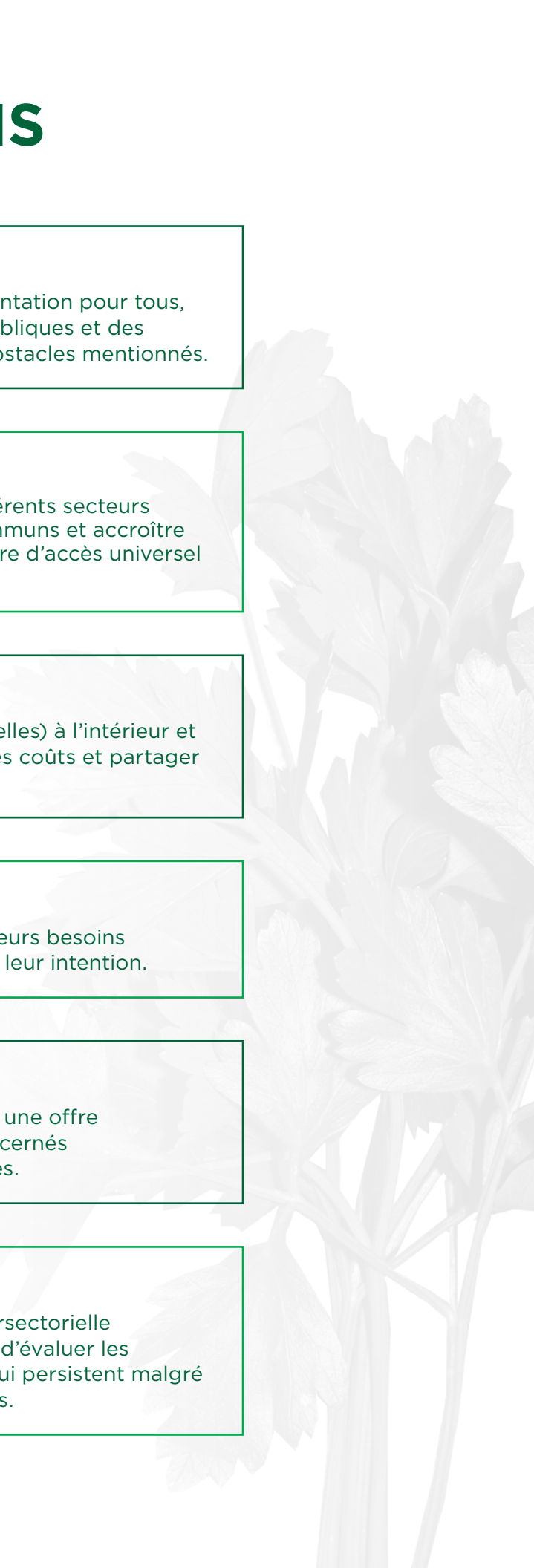
- De nombreuses actions reliées à la qualité de l'offre ainsi qu'à l'accès universel géographique et économique aux aliments sont actuellement en cours au Québec. Plusieurs besoins et obstacles ont toutefois été soulevés dans la mise en œuvre des actions.
- Des efforts sont encore nécessaires pour s'assurer que les actions mises en place permettent de rejoindre et de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables par rapport à l'alimentation.
- Une diversité d'acteurs contribue à l'accès universel à une offre alimentaire de qualité. Un seul secteur d'activités ne peut, à lui seul, agir sur l'ensemble des dimensions de l'accès et de la qualité de l'offre.
- Si certaines catégories d'actions sont portées de manière plus marquée par un secteur d'activité en particulier, la grande majorité est partagée entre différents secteurs. C'est particulièrement le cas de l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie, qui est assurée à la fois par les secteurs communautaire, bioalimentaire et municipal.
- Les partenariats sont vitaux pour assurer la coordination et la pérennité des actions mises en place, et ce, tant à l'intérieur des secteurs d'activité qu'entre ceux-ci.

Plus spécifiquement aux différents secteurs d'activité :

- Les **acteurs communautaires** sont au cœur de l'enjeu de l'accès universel à une offre alimentaire de qualité. Ils sont des joueurs de proximité connus des citoyens ou encore à découvrir. Ils sont souvent la première ligne d'intervention pour la réponse aux besoins alimentaires. Ce secteur semble nécessiter un soutien important pour pallier le manque de ressources financières, matérielles et humaines. Les actions du secteur communautaire sont nombreuses et très diversifiées, mais les efforts de ce secteur se concentrent beaucoup sur la réduction du coût des aliments pour le consommateur.
- Les **acteurs municipaux** peuvent être des alliés importants dans la réalisation de projets visant l'accès à une offre alimentaire de qualité. Ils disposent de leviers importants, notamment pour l'accès à des espaces de jardinage, le maintien des commerces de proximité et l'adoption de politiques alimentaires. D'ailleurs ces acteurs concentrent leurs actions majoritairement sur l'adoption de politiques, la réglementation ainsi que l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les milieux de vie. Ils peuvent donc être un allié important pour la réalisation d'actions structurantes, notamment en collaboration avec le milieu communautaire et le secteur bioalimentaire.
- Les **acteurs du milieu de la santé et des services sociaux** exercent un leadership important en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité en adoptant des politiques, en stimulant la concertation, en informant et en accompagnant les personnes dans leurs choix alimentaires et les communautés dans leurs projets alimentaires, tout en les soutenant financièrement. Ils sont donc des partenaires de premier plan pour la valorisation et la défense des pratiques prometteuses et éprouvées visant l'amélioration de la qualité des aliments, la lutte contre les inégalités sociales de santé et la création d'environnements favorables aux saines habitudes de vie.
- Les **acteurs du milieu de l'éducation** disposent de leviers importants pour soutenir le développement d'actions structurantes en matière d'accès à une alimentation de qualité, en particulier auprès des jeunes et de leur famille. De par leur mission, ils peuvent agir sur les facteurs individuels (connaissances et compétences) et environnementaux (offre alimentaire dans les écoles) favorisant l'adoption et le maintien d'une saine alimentation. Ce secteur, plus particulièrement les établissements universitaires, présente une capacité à produire des données probantes et à soutenir l'innovation et le développement de produits sains et éco-responsables. Le milieu de l'éducation joue un rôle important direct dans l'alimentation des enfants, tant au niveau des cadres de références développés que des soutiens financiers pour l'achat d'aliments sains, particulièrement dans les écoles des milieux défavorisés.
- Les **acteurs du secteur bioalimentaire** ont comme mission première de produire, transformer ou distribuer les aliments. Ils focalisent ainsi leurs actions sur l'amélioration de la qualité des aliments de la ferme à la table et à l'amélioration de la disponibilité des aliments dans les différents milieux de vie des citoyens. Les résultats du présent rapport illustrent également que la dimension de responsabilité sociale vient de plus en plus s'intégrer à leur stratégie d'entreprise (p. ex., réduction de l'empreinte écologique, don d'aliments).
- Les **acteurs intersectoriels** consacrent leurs efforts à soutenir la concertation et la mobilisation des communautés, à partager l'information entre les nombreux partenaires à l'échelle locale ou régionale et s'impliquent souvent dans des projets de récupération et de redistribution des surplus alimentaires.
- Les **organisations à caractère environnemental** contribuent à l'accès à une offre alimentaire de qualité, notamment par leurs activités de plaidoyer politique, d'information et de promotion ainsi que d'accompagnement, notamment en matière d'agriculture urbaine.



RECOMMANDATIONS



SOUTENIR

la création d'environnements favorables à la saine alimentation pour tous, notamment grâce à des interventions, des politiques publiques et des programmes de financement permettant de lever les obstacles mentionnés.

FACILITER

les maillages et le mentorat à l'intérieur et entre les différents secteurs afin de favoriser le dialogue, identifier des objectifs communs et accroître la complémentarité et la pérennité des actions en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité.

ENCOURAGER

le partage de ressources (financières, humaines, matérielles) à l'intérieur et entre les différents secteurs d'activité afin d'optimiser les coûts et partager l'expertise disponible.

IMPLIQUER

les populations vulnérables afin de mieux comprendre leurs besoins et d'adapter les services ou les actions mises en place à leur intention.

PROMOUVOIR

les actions prometteuses en matière d'accès universel à une offre alimentaire de qualité auprès des différents acteurs concernés afin d'accélérer leur déploiement et d'en inspirer d'autres.

APPROFONDIR

les recherches sur les dynamiques de collaboration intersectorielle en matière d'accès aux aliments dans les territoires afin d'évaluer les facteurs de succès spécifiques, les freins systémiques qui persistent malgré les efforts de concertation ainsi que l'impact des actions.

— CRÉDITS

Ce portrait a été réalisé par le Groupe de travail sur l'accès universel à une offre alimentaire de qualité de la Table québécoise sur la saine alimentation (TQSA).

COORDINATION

Vincent Galarneau, M. Anthr. - Vivre en Ville

Laurélie Trudel, M.Sc. - Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels, Université Laval

RECHERCHE ET RÉDACTION

Stéphanie Gamache, Ph.D. erg - Vivre en Ville

Elodie Boonefaes, M.Sc. - Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels, Université Laval

Julie Perron, Dt.P., M.Sc. - Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels, Université Laval

RÉVISION

Chantal de Montigny, Vivre en Ville

Stéphanie Lessard, Institut national de santé publique du Québec

Mike Rousseau, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Michèle Martin, Ministère de la Santé et des Services sociaux

Carmen Bacciu, Ministère de la Santé et des Services sociaux

Jocelyne Gamache, Regroupement des cuisines collectives du Québec

Amélie Bertrand, Cœur + AVC

Lyne Royer, Équiterre

ÉDITION

Corsaire Design | Communication | Web

DATE DE PUBLICATION

Juin 2021

Le rapport complet peut être consulté à cette adresse :
www.tqsa.ca

